

JRI des Sports, par ici la bonne soupe

Communiqué • 08 janvier 2025



France Télévisions affronte la tempête budgétaire. Notre actionnaire qualifie nos comptes d'inacceptables.

Alors, la direction des programmes continue de brader le sort des salariés au profit de ses amis producteurs.

En apprenant que désormais les sujets des émissions de sport seront exclusivement tournés par des prestataires extérieurs vous vous êtes sûrement dit, un problème financier de plus pour France Télévisions et la direction de l'information coupe dans ses moyens.

FO vous livre le dessous des cartes et c'est plus pervers que ça.

Après neuf ans de « copinage » avec ces « prestataires » externes, ces fameux producteurs en situation de quasi-monopole sur les antennes de l'audiovisuel public, et pour leur faire passer la pilule d'une baisse forcée des achats (déficit budgétaire oblige), la direction des programmes n'a rien trouvé de mieux à faire que de leur « offrir », en compensation, de la prestation technique, l'activité des JRI de la rédaction nationale.

Des salariés sacrifiés à nouveau sur l'autel des « amitiés particulières » de notre gouvernance.

Voilà le scandale qui se cache derrière l'annonce brutale faite par Pascal Golomer que désormais, les JRI de la rédaction nationale ne tourneront plus pour la direction des sports. Ce qui inclut également les OPS de cette même rédaction. **FO** surveillera aussi l'impact sur les activités en post-prod qui doivent rester en interne à FTV.

Chaque minute d'activité supprimée à un salarié de France Télévisions est ainsi offerte à un « copain » du privé. CQFD.

Même l'information, périmètre « sacré » des missions du service public est désormais vendue au mieux disant.

Pour FO c'est inacceptable et **notre organisation syndicale demande solennellement à la direction des programmes, la seule responsable, de revenir en arrière pour permettre à la direction de l'information de mener à bien l'ensemble de ses missions.**

FO a demandé et obtenu d'être auditionné par la cour des comptes ce mois-ci et nous sommes fermement décidés à dénoncer encore et toujours la gabegie des deniers publics au profit de prestataires privés, de producteurs, synonymes de privatisation rampante.